

Décision n°FDC31-OPPOSITION CONVICTIONS PERSONNELLES-RAYNAUD-REVEL-NOGARET-2025-10

Fixant la liste des terrains à retirer du territoire de l'Association Intercommunale de Chasse Agréée par Fusion (AICAF) de REVEL-NOGARET au nom de convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse

Vu les articles L. 422-10 à L. 422-15, L. 422-18 à L. 422-20 du code de l'environnement ;

Vu les articles R. 422-24, R. 422-42 à R. 422-44, R. 422-52 à R. 422-59 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 1988 portant agrément de l'Association Communale de Chasse Agréée (ACCA) de REVEL devenue par arrêté préfectoral du 20 septembre 2017 Association Intercommunale de Chasse Agréée par Fusion (AICAF) de REVEL-NOGARET ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 janvier 1988 fixant le territoire de l'Association Communale de Chasse Agréée de REVEL ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mai 2005 portant retrait de terrains du territoire de chasse de l'Association Communale de Chasse Agréée de Revel au nom de convictions personnelles opposées à la pratique de la chasse au profit de Madame SIRET Régine

Vu l'arrêté du 20 janvier 2017 fixant la liste des terrains soumis à l'action de l'Association Intercommunale de Chasse par Fusion de REVEL-NOGARET.

Vu la demande de maintien en opposition de Monsieur RAYNAUD Eric, co-gérant de la SCI Château de Beauregard, nouveau propriétaire des terrains ayant fait l'objet d'une opposition par convictions personnelles ;

Vu l'avis favorable du Président de l'Association Intercommunale de Chasse Agréée par Fusion (AICAF) de de Revel-Nogaret,

Vu le Décret n° 2019-1432 du 23 décembre 2019 relatif aux missions de service public des Fédérations Départementales des Chasseurs concernant les Associations Communales de Chasse Agréées ;

Sur proposition du Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Haute-Garonne ;

DECIDE

Article 1 : Les terrains de Monsieur RAYNAUD Eric, co-gérant de la SCI Château de Beauregard situés sur la commune de REVEL listés ci-après, ne sont pas soumis à l'action de chasse de l'Association Intercommunale de Chasse Agréée par Fusion de REVEL-NOGARET sur le fondement du 5° de l'article L. 422-10 du code de l'environnement.

Commune: REVEL	Superficie totale
Section ZH - Parcelles n°10, 15 et 23	51 ha 96 a

Article 2 : Le retrait des parcelles désignées à l'article 1 prend effet à compter de la date de la présente décision.

Article 3 : L'opposition vaut renonciation à l'exercice du droit de chasse sur ces terrains aussi bien pour l'opposant que pour les tiers. Toutefois, cette renonciation n'est pas opposable au fermier qui détient un droit de chasser strictement personnel en application de l'article L 415- 7 du Code Rural et de la Pêche maritime.

Article 4 : Le permis de chasser ne sera plus délivré et aucune validation ne pourra être accordée à l'opposant.

Article 5 : Conformément à l'article L.422-15 du Code de l'Environnement, la personne ayant formé opposition est tenue de procéder :

- À la signalisation de l'interdiction de chasser sur sa propriété au moyen de pancartes portant la mention « chasse interdite » placées de manière à être visibles au moins à proximité de chaque point de passage vers le fonds concerné.
- À la destruction des animaux nuisibles et à la régulation des espèces présentes sur son fonds qui causent des dégâts. À défaut, il encourt un contentieux indemnitaire sur le fondement de sa responsabilité civile.

Le passage des chiens courants sur le terrain mis en opposition ne peut être considéré comme chasse sur le terrain d'autrui, sauf si le chasseur a poussé les chiens à le faire.

Article 6 : Conformément à l'article L.425-11 du code de l'environnement :

« Lorsque le bénéficiaire du plan de chasse ne prélève pas le nombre minimum d'animaux qui lui est attribué, il peut voir sa responsabilité financière engagée pour la prise en charge de tout ou partie des frais liés à l'indemnisation mentionnée à l'article L. 426-1 et la prévention des dégâts de gibier mentionnée à l'article L. 421-5.

Il en est de même pour les personnes ayant formé l'opposition prévue au 5° de l'article L. 422-10 et qui n'ont pas procédé sur leur fonds à la régulation des espèces de grand gibier. »

Article 7 : En cas de changement de propriétaire, le nouveau propriétaire peut maintenir l'opposition en raison de ses convictions personnelles dans un délai de six mois courant à compter du changement de propriétaire. A défaut, ces terrains sont réintégrés dans le territoire de l'Association Intercommunale de Chasse Agréée par fusion de REVEL-NOGARET.

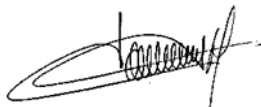
Article 8 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative territorialement compétente dans un délai de deux mois à compter de sa publication au répertoire des actes officiels de la Fédération.

Article 9 : Une copie de la décision sera adressée à Monsieur RAYNAUD Éric, co-gérant de la SCI Château de Beauregard et au Président de l'Association Intercommunale de Chasse Agréée par Fusion de REVEL-NOGARET.

Article 10 : Conformément à l'article R.422-40 du Code de l'Environnement, la présente décision fera l'objet d'un affichage dans les communes de Revel et de Nogaret aux emplacements utilisés habituellement par l'administration. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par le maire. La décision sera publiée au répertoire des actes officiels de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Haute-Garonne.

À Carbonne le 13 octobre 2025

Le Président de la Fédération Départementale
des Chasseurs de la Haute-Garonne



Jean-Bernard PORTET